Jacques de Saint Victor

UN POUVOIR INVISIBLE

Les mafias et la société démocratique XIXe-XXIe siècle

L'ESPRIT DE LA CITÉ
GALLIMARD

Extrait de la publication

L'Esprit de la cité

Extrait de la publication

Du même auteur

La Chute des aristocrates (1787-1792), Paris, Perrin, 1992

Madame du Barry, Paris, Perrin, 2002

Les Racines de la liberté. Le débat français oublié (1689-1789), Paris, Perrin, 2007 (prix Wikibéral 2008)

Mafias, Paris, Le Rocher, coll. « Nouveau Regard », 2008 (trad. italienne 2008)

Il faut sauver le petit bourgeois, Paris, PUF, coll. « La Condition humaine », 2009 (trad. italienne 2010)

La Première Contre-révolution (1789-1791), Paris, PUF, coll. « Les Fondements de la politique », 2010

Testament politique de Louis XVI, introduction, Paris, Éditions des Équateurs, 2010

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Jacques de Saint Victor

UN POUVOIR INVISIBLE

LES MAFIAS ET LA SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE (XIX^{e}-XXI^{e} SIÈCLE)

GALLIMARD

Extrait de la publication

© *Éditions Gallimard, 2012*.

À Michela

Extrait de la publication

AVANT-PROPOS

Longtemps les auteurs politiques ont considéré qu'il existait une dimension cachée inhérente à l'exercice du pouvoir ; c'étaient les « mystères de l'État », les *Arcana imperii*, réservés à la seule intelligence du prince et inaccessibles à ses sujets. Le secret, l'« invisible », participaient de la nature même de l'autorité. L'avènement de la démocratie allait consacrer le triomphe du « pouvoir visible », de la transparence politique. Mais ces nobles principes restent, du moins en partie, utopiques : il subsiste toujours au sein de nos sociétés des puissances obscures, des groupes d'intérêts plus ou moins avouables, qui travaillent dans les coulisses et s'efforcent de plier les règles démocratiques à leur bénéfice[1]. Dans cette nébuleuse, certaines organisations criminelles tiennent une place singulière, trop souvent méconnue. On avait coutume de les regarder comme des associations fermées sur elles-mêmes, agissant en marge de la société, à l'insu des pouvoirs établis et au mépris des institutions — une contre-société, en quelque sorte, une société hors la loi. Cette vision binaire de deux sphères séparées, imperméables l'une à l'autre, celle du droit et celle du crime, s'est révélée passablement illusoire : elle est aujourd'hui largement abandonnée. Trop d'études, d'enquêtes, de crimes élucidés, de scandales et de révélations ont mis au jour les accointances souterraines qui relient les deux mondes.

Le propos de ce livre n'est pas d'offrir un inventaire exhaustif de l'ensemble des sociétés criminelles qui se sont multipliées au cours des derniers siècles et plus particulièrement dans le sillage de la mondialisation[2]. Ce sont les mafias dans leurs différentes ramifications

européennes que je me propose d'étudier. Car, par-delà son extrême diversité, cette « aristocratie du crime » offre le terrain d'observation le plus riche pour identifier, analyser et apprécier la portée des « pactes scélérats » qui demeuraient pendant si longtemps dérobés à notre regard. Il faut en effet comprendre que la question mafieuse ne peut plus se limiter au seul domaine de l'histoire criminelle ; elle est devenue, dans certains pays, « une part essentielle de l'histoire du pouvoir[3] ».

C'est donc une histoire politique de la mafia en Europe que j'ai voulu reconstituer.

Une telle entreprise, on l'imagine, est semée de multiples embuches. Dès qu'on évoque le « pouvoir invisible », surtout en France, surgit fatalement l'ombre équivoque de la « théorie du complot ». Le délire conspirationniste constitue une des pathologies du monde contemporain, que les nouvelles technologies mettent commodément à la portée de tous les illuminés. L'observateur ne saurait trop s'en méfier, mais ce devoir de prudence comporte parfois un prix : il arrive que la crainte de succomber aux chimères du complot et à la séduction des rumeurs finisse par inhiber l'intelligence du phénomène mafieux dans sa dimension justement politique. Voilà pourquoi, sans doute, ce sujet a été négligé en France par la recherche savante et laissé aux enquêtes de presse, ce qui n'est le cas ni en Italie ni aux États-Unis, où la mafia, il est vrai, a pour ainsi dire pignon sur rue. Pour autant, même là-bas, le public est moins sensible à la réalité prosaïque du phénomène qu'à sa dimension romanesque, voire mythique — véhiculée brillamment par la littérature et le cinéma.

Mais quand bien même on se décide à en faire un objet d'étude, on se heurte à plusieurs obstacles. Toute histoire de la mafia requiert forcément des compétences pluridisciplinaires : elle touche aussi bien à l'histoire politique qu'au droit, à l'économie, aux techniques financière et comptable, à la sociologie des sociétés secrètes, à l'anthropologie du crime… L'auteur qui se risque à l'entreprendre se voit ainsi obligé d'explorer simultanément ces différents terrains pour tenter de dégager un tableau tant soit peu véridique d'une réalité si émi-

nemment complexe. Il est, par ailleurs, tributaire de la nature fragmentaire, voire inaccessible, de certaines sources, et doit donc s'accommoder de documents lacunaires (judiciaires, parlementaires, voire policiers) où les témoignages subjectifs des protagonistes sont nécessairement sujets à caution. Il doit également se méfier de ce que les archives semblent dire et plus encore de ce qu'elles ne disent pas.

De surcroît, le monde de la mafia est peuplé d'acteurs invisibles (boss sanguinaires, financiers douteux, politiciens complices, citoyens au-dessus de tout soupçon, conseillers invisibles, sicaires anonymes), dont la plupart sont inconnus du public ; et ce sont parfois des figures secondaires qui tiennent un rôle de premier plan — embarras supplémentaire pour celui qui s'efforce de mettre au jour ce théâtre d'ombres gouverné par le secret et la dissimulation. On comprend, du coup, la réticence spontanée des chercheurs attachés à une approche positiviste des sociétés à étudier des activités obscures qui ne se prêtent guère à une approche statistique : le poids exact de la criminalité organisée constitue en effet un « chiffre noir » qui échappe à toute quantification exacte et donne lieu à des estimations souvent farfelues — ce qui explique que je n'abuserai pas de chiffres ici. Or renoncer à analyser les sociétés mafieuses sous prétexte de ne disposer que des données défaillantes et incertaines, c'est condamner à l'ignorance publique un phénomène pourtant majeur de notre temps[4]. Une dernière difficulté, rarement évoquée, tient à l'absence d'une vision communément partagée de la criminalité en général — de sa définition, ses attributs, sa signification — tout comme du périmètre exact qu'elle est supposée recouvrir. Il existe une perception très différente selon les milieux de la gravité de tel ou tel acte criminel : l'évasion fiscale ou un vol commis à l'atelier ne seront pas regardés de la même façon par un ouvrier ou par un P-DG ; et les chercheurs eux-mêmes ne s'accordent quelquefois ni sur la gravité ni même sur l'intérêt des forfaits qu'ils étudient.

Le seul parti raisonnable, me semble-t-il, pour composer au mieux avec ces contraintes intangibles est d'interroger la matière dont on dispose — trier, filtrer, hiérarchiser — puis d'interpréter les réalités qu'elle fait apparaître avec la prudence requise pour lui donner sens.

Armés de ces précautions, de nombreux chercheurs et magistrats, en Italie notamment, ont fait sensiblement progresser depuis un demi-siècle, parfois au péril de leur vie, nos connaissances sur les mafias. Le livre que je présente aujourd'hui au lecteur doit beaucoup aux innombrables documents d'archives qu'ils avaient exhumés et aux éclairantes analyses qu'ils proposent. Dans cette très riche littérature, toutefois, la plupart des auteurs tendent à privilégier une période donnée, une région délimitée, surtout une approche particulière, criminologique, économique, anthropologique… Mon ambition ici, en revanche, est de reconstituer *dans la durée* une histoire politique des mafias en Europe, qui mobilise les différents savoirs disponibles sur ce vaste sujet ; trop vaste, justement, pour pouvoir raisonnablement l'étendre à l'échelle de la planète alors même que le phénomène mafieux existe dans des pays aussi divers que les États-Unis, le Japon, ou la Chine. Ce parti de me concentrer sur l'Europe paraît d'autant plus fondé que c'est au cœur même de ce continent qu'ont pris naissance trois des plus importantes organisations mafieuses, la sicilienne, la napolitaine et la calabraise. Il convient de comprendre comment une petite structure criminelle, née au fin fond du royaume de Naples, a connu un essor si remarquable qu'elle est devenue un « modèle » et a fait école.

Je partirai donc de l'Ancien Régime du crime pour saisir l'émergence des formes nouvelles de criminalité organisée dans leurs berceaux sicilien et napolitain. C'est là, en effet, dans ces régions méridionales, que la transition brutale du « féodalisme » au capitalisme entraîna l'apparition de « sectes » prémafieuses. Sous la férule d'un « État gendarme » pour ainsi dire absent, des « entrepreneurs de la violence » allaient s'approprier le contrôle social et territorial, puis, progressivement, se substituer au pouvoir libéral naissant dans la gestion de l'ordre public. Certes, l'essor du crime prit des formes différentes suivant les régions, mais ce qui leur était partout commun, c'est l'existence de « pactes scélérats » noués dans le secret entre les élites sociales et le monde de la pègre. Ce système devait perdurer jusqu'à l'avènement de la démocratie à la fin du XIX^e^ siècle. Et le plus surprenant, c'est que le régime consacré par le suffrage universel, loin

Extrait de la publication

de freiner les sociétés mafieuses, contribua au contraire à leur ouvrir des horizons inédits et, grâce aux tensions nées de la « question sociale », de nouvelles opportunités. La « première mondialisation » (1870-1914) permit à la mafia de s'implanter durablement en Amérique. Certains ont pu imaginer que le fascisme réussirait là où la démocratie avait échoué ; on verra dans les pages qui suivent qu'il n'en fut rien.

Je ne pense pas, cela dit, que le phénomène mafieux soit consubstantiel à la nature de la démocratie, et pas davantage à celle du capitalisme, mais qu'il se trouve être, hélas, le mieux à même de tirer profit des apories de l'une et de l'autre, surtout en période de crise. L'époque de la guerre froide, qui est aussi celle des promesses de l'État-providence, illustre la complexité des méthodes et la richesse des moyens mis en œuvre par les réseaux mafieux pour sans cesse parasiter l'économie libérale à leur avantage. Sans compter que la lutte contre le communisme leur a conféré une utilité politique et procuré des protections inavouables. Avec la chute du Mur et le début de la mondialisation, le modèle mafieux va conquérir encore de nouveaux territoires. C'est alors que, contre toute attente, l'histoire politique de la mafia connaît une accélération extraordinaire. On voit se multiplier en Europe, notamment dans l'ancien bloc soviétique, des nébuleuses criminelles de type nouveau. Comme pour la société née au début du XIXe siècle, je tenterai, là encore, de mesurer les bénéfices fabuleux qu'elles ont su tirer des facilités offertes par une libéralisation soudaine et brutale de l'économie.

La mafia a beau évoluer à l'ombre de la démocratie et du capitalisme, elle n'a jamais pris la forme d'une pieuvre globale qu'on lui attribue généralement. Elle n'obéit nullement à un projet cohérent, à un dessein politique défini ; elle ne vise pas davantage à renverser les institutions en place ou à se substituer à la démocratie. Elle cherche surtout, par les moyens ordinaires de la corruption et les méthodes de plus en plus sophistiquées que les nouvelles technologies mettent à sa portée, à imposer sa loi et son esprit prédateur pour s'enrichir toujours plus et toujours à moindre frais. Mais il est non moins avéré que, dans son extension continue, elle corrode la démocratie, le

Extrait de la publication

monde des affaires et le système des échanges. Au point qu'il existe aujourd'hui des pratiques mafieuses indépendantes des structures mafieuses ; elles commencent à contaminer des pays comme la France qui se croyaient jusque-là épargnés.

Ce pouvoir invisible constitue aussi bien un objet de savoir qu'un défi politique d'une constante actualité. Et on ne peut comprendre l'un sans interroger l'autre.

Extrait de la publication

Première partie

LA NAISSANCE DE LA PUISSANCE MAFIEUSE

(début XIXe-début XXe siècle)

Extrait de la publication

Extrait de la publication

1

L'ANCIEN RÉGIME DU CRIME ORGANISÉ

Pour saisir la singularité de la mafia au moment de son éveil, il n'y a rien de tel que d'évoquer la mésaventure qui est arrivée au début des années 1870 à un chirurgien réputé de Palerme, le docteur Gaspare Galati, dont la belle propriété, le *fondo* Riella, se situait au cœur de la banlieue palermitaine. Cette affaire mit en lumière l'existence d'une « secte » criminelle qui opérait depuis un demi-siècle aux environs de la riche capitale de la Sicile, dans cette Conca d'Oro (Corne d'Or), comme on l'appelait parce qu'elle était couverte de plantations luxuriantes d'orangers et de citronniers[1]. Quand, en 1872, le docteur Galati hérita de cette exploitation d'agrumes, le *fondo* Riella n'était plus dans l'état florissant qu'il avait connu jadis. Exploité avec efficacité par le beau-frère du docteur, qui l'avait considérablement modernisé, le domaine commençait à péricliter, pour des raisons inexplicables. Dans les derniers mois de sa vie, le beau-frère du docteur Galati avait reçu des lettres de menace, de façon de plus en plus insistante, ce qui l'avait profondément éprouvé. Il en serait mort d'une crise cardiaque. Le bruit courut que ces lettres provenaient du gardien de la propriété, un certain Benedetto Carollo. En faisant son enquête, le docteur Galati découvrit le jeu étrange auquel ce Carollo se livrait. Depuis quelques années, il avait l'habitude de détourner 20 à 30 % de la récolte, en la dérobant la nuit. Du coup, le fonds n'arrivait plus à répondre aux commandes. Il ne faisait aucun doute que Carollo cherchait à porter préjudice à la réputation du domaine. Chez les courtiers de Palerme, la rumeur commençait à courir que le *fondo* Riella était un « mauvais fournisseur ». Le docteur

Extrait de la publication

Galati décida en 1874 de renvoyer Carollo et de prendre un nouveau gardien. Le soir du 2 juillet 1874, alors que ce dernier faisait le tour de la propriété, il fut abattu de plusieurs balles par des tueurs embusqués. Soupçonnant une vengeance de l'ancien gardien, le docteur envoya son fils au commissariat de la petite ville de l'Uditore pour faire état de ses doutes. Mais, étrangement, l'inspecteur local n'en tint pas compte et arrêta deux hommes qui n'avaient visiblement rien à voir avec l'affaire. Ils furent bien vite relâchés, faute de preuves. Le docteur Galati mit cet aveuglement sur le compte de l'incompétence d'un policier de province.

Une étrange affaire

Mais, fait curieux, peu après, un certain nombre de propriétaires des environs, des amis ou de simples connaissances, souvent croisés dans les salons de Palerme, vinrent rendre visite au docteur. Tous lui suggérèrent, sur le ton de la confidence, de reprendre Carollo. Galati ne comprit pas bien le sens de ces visites. Pourquoi des notables se souciaient-ils du sort d'un employé si peu recommandable ? Galati préféra embaucher un nouveau gardien, un certain Gaetano Cusumano. Il reçut de nouvelles lettres menaçantes. Toutes se concluaient de la même manière : le docteur devait arrêter d'embaucher d'« infâmes espions » et reprendre Carollo, un véritable « homme d'honneur » ! Incapable de décrypter les allusions de ce langage codé, ou s'y refusant, Galati se rendit à nouveau au commissariat pour y déposer les sept lettres de menace, preuve accablante de la possible implication de son ex-gardien. L'inspecteur de l'Uditore plaça Carollo en garde à vue mais dut le relâcher au bout de quelques heures. Étant illettré, le gardien ne pouvait à l'évidence être l'auteur de ces lettres anonymes. Personne ne se demanda si quelqu'un avait pu les écrire à sa place…

Cet empressement à libérer Carollo était suspect. Revenu chez lui, le docteur Galati réalisa que le gardien devait avoir des complices. Il mena sa petite enquête et ne tarda pas à comprendre que Carollo était

Extrait de la publication

secrètement protégé par un homme très puissant, un riche propriétaire des environs, don Antonio Giammona. Né en 1820 à Passo di Rigano, dans la région de Palerme, Antonio Giammona venait d'une famille modeste, mais ce simple paysan avait joué un rôle actif contre les Bourbons au moment du débarquement de Garibaldi en 1860. Il avait su nouer des liens étroits avec des personnages puissants de la révolution libérale, ceux mêmes qui dirigeaient la Sicile depuis l'unification du pays. En ces années 1870, âgé d'une cinquantaine d'années, don Antonio, demi-héros de l'Italie unifiée, était devenu une figure de la banlieue de Palerme. Il se trouvait à la tête d'une étrange confrérie religieuse, les Tertiaires de saint François d'Assise, qui n'aurait été, susurrait-on à l'Uditore, que la façade présentable d'une organisation secrète et sanguinaire dont l'objectif était de mettre la main sur toutes les bonnes propriétés maraîchères des environs. Antonio Giammona était un personnage triste, très discret, presque taciturne, mais en réalité « bouffi d'orgueil » et d'une avidité sans limite. Il avait réussi à recruter un petit bataillon de pauvres paysans qui lui étaient dévoués jusqu'à la mort parce qu'il leur avait redonné leur dignité. Ses hommes étaient intronisés dans sa société suivant un rituel digne d'une secte : les impétrants prêtaient serment de fidélité après une cérémonie étrange où don Antonio leur piquait le doigt et faisait couler leur sang sur l'image en feu d'un saint. Par la ruse ou par la menace, il parvenait à les imposer comme gardiens ou régisseurs dans les domaines de la région. Une fois en place, leur stratégie consistait à se servir sur le domaine. Les affidés avaient pour mission de prélever une « taxe » sur les agrumes vendus aux courtiers de Palerme et de reverser l'argent à don Antonio. La plupart des propriétaires, absents, ne se rendirent compte de rien. Les autres ne purent s'opposer à ce racket sous peine de voir leurs propriétés saccagées ou brûlées. On comprenait mieux l'empressement de certains notables à convaincre Galati de reprendre le gardien Carollo et de clore ainsi l'affaire. Ils savaient ce que pouvait coûter un tel entêtement… En même temps, ces propriétaires étaient les principaux défenseurs du système. Les Tertiaires d'Antonio Giammona les protégeaient des autres groupes criminels, en particulier le clan rival de

Extrait de la publication

Giammona, celui des Amoroso qui cherchaient à s'imposer par les mêmes méthodes. Les Amoroso « protégeaient » d'ailleurs le dernier gardien assassiné du *fondo* Riella. Voilà pourquoi les lettres anonymes envoyées au docteur Galati parlaient de « traître » à son propos. Don Giammona estimait que seuls *ses* hommes pouvaient « garder » des domaines sur le territoire qu'il prétendait « contrôler ». Sa confrérie en était arrivée à transformer l'extorsion en protection forcée.

Peu de temps après, le nouveau gardien du *fondo* Riella, se promenant en pleine journée dans le village de l'Uditore, fut abattu de trois balles. En fait, laissé pour mort, il réussit miraculeusement à survivre à ses blessures. Il avait reconnu ses agresseurs, parmi lesquels le gardien Carollo lui-même. Son témoignage était décisif. Les pressions redoublèrent alors contre le docteur Galati. Les lettres évoquèrent non seulement sa propre mort mais encore celle de ses enfants. Elles fournissaient des détails si précis sur le mode de vie des Galati que le docteur en perdit le sommeil. Pour être si bien renseignés, les malfaiteurs ne pouvaient recevoir leurs informations que de certains responsables de la police ou de la justice. Effrayé, le docteur se barricada avec toute sa famille dans le domaine, vivant les volets fermés, ne sortant jamais seul et toujours armé. Il attendit avec impatience le procès de Carollo pour mettre fin à ces pratiques. C'est alors qu'il reçut un dernier coup. Sorti de l'hôpital, le gardien Cusumano décida de revenir sur son témoignage. Galati apprit qu'il avait été approché par les hommes de don Giammona, avec qui il avait négocié le prix de son silence. Après le désistement du gardien, il ne subsistait plus aucune charge contre Carollo ! Le docteur Galati préféra quitter la Sicile avec ses enfants, désespéré de pouvoir jamais obtenir justice. Sa propriété fut dès lors livrée aux prédateurs. Peu après, Carollo obtint même l'autorisation d'aller y chasser en compagnie de don Giammona et du premier président de la cour d'appel de Palerme !

Cependant, réfugié à Naples, le docteur Galati voulut alerter l'opinion. Il publia, en août 1875, un récit circonstancié de ses mésaventures en précisant que son cas était loin d'être isolé en Sicile occidentale. Dans son mémoire, intitulé *Les Faits de Malaspina et la*

Extrait de la publication

L'ESPRIT DE LA CITÉ

Volumes publiés

RÉMI BRAGUE : *La Loi de Dieu. Histoire philosophique d'une alliance.*

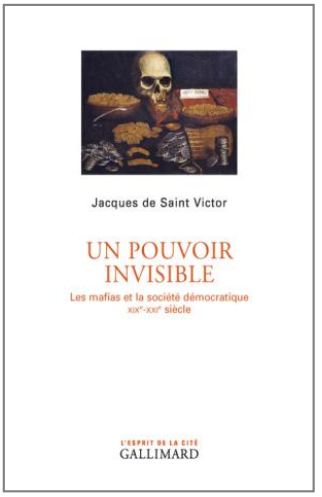
GUILLAUME DE THIEULLOY : *Le Chevalier de l'absolu. Jacques Maritain entre mystique et politique.*

PIERRE MANENT : *La Raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe.*

DENIS LACORNE : *De la religion en Amérique. Essai d'histoire politique.*

JACQUES LE BRUN : *Le Pouvoir d'abdiquer. Essai sur la déchéance volontaire.*

GUILLAUME BARRERA : *Les Lois du monde. Enquête sur le dessein politique de Montesquieu.*



Un pouvoir invisible

Les mafias et la société démocratique (XIX^{e}-XXI^{e} siècle)

Jacques de Saint Victor

Cette édition électronique du livre
Un pouvoir invisible.
Les mafias et la société démocratique (XIX^{e}-XXI^{e} siècle)
de Jacques de Saint Victor
a été réalisée le 08 novembre 2012
par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070123223 - Numéro d'édition : 162104).
Code Sodis : N31870 - ISBN : 9782072309496
Numéro d'édition : 223318.

Extrait de la publication